

# L'I-Site Future pense la ville de demain

30 novembre 2020 Florent Detroy



Université Gustave Eiffel, Bâtiment ENSG

**L'I-Site Future, porté par l'Université Gustave-Eiffel récemment créée, organise du 1er au 3 décembre une série d'événements autour du thème de la science et de l'appui aux politiques publiques. L'I-Site, centré sur le thème de la ville, promeut une intervention plus forte de la recherche auprès des décideurs publics, à tous les niveaux.**

La ville de demain se construira avec la science. C'est le message de l'I-Site Future, porté par l'Université Gustave-Eiffel, en partenariat avec l'Ecole des Ponts Paris Tech et la Comue Université Paris-Est Sud. Pendant trois jours, les « Futures Days » rassemblent, en digital, près de 200 intervenants autour d'une trentaine d'événements. Tous les thèmes abordés concernent la ville de demain, du transport à l'urbanisme en passant par l'habitat ou

l'environnement. Ce rendez-vous sera aussi l'occasion de visiter les équipements de différents acteurs académiques.

### **Une expertise ancienne au service des administrations**

L'université Gustave-Eiffel, fusion de la Comue Paris-Est Marne-la-Vallée et de l'Ifsttar (Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux), dispose d'une expérience reconnue sur les questions d'appui aux décideurs publics. Toutefois, l'utilisation de la recherche dans la décision publique, notamment sur l'aménagement, l'adaptation et la gestion des villes, est plus récente. « Pour une université, rendre autant visible l'appui aux politiques publiques est une innovation », confirme Jean-Bernard Kovarik, vice-président Appui aux politiques publiques de l'Université Gustave-Eiffel.

Ce nouvel intérêt des pouvoirs publics pour la recherche se concrétise par les partenariats de l'université lancés ces dernières années avec des acteurs publics. L'université peut maintenant faire bénéficier des conventions annuelles de recherche, précédemment cantonnées à l'Ifsttar, à toutes ses composantes. « Tous les laboratoires de l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée ont désormais un accès direct aux ministères du développement durable, ou de la sécurité routière...et vice-versa », se réjouit Jean-Bernard Kovarik. Autre exemple, l'Ifsttar a monté une chaire, en 2019, avec la Métropole de Paris, baptisée « Économie circulaire et métabolisme urbain ». L'Université est enfin lauréate de l'appel TIGA « Construire le Futur, Habiter le Futur », porté par la Région Ile-de-France.

Le nouvel ensemble universitaire propose désormais un accompagnement plus riche, grâce, notamment, à une approche transdisciplinaire. « Nous faisons intervenir des laboratoires en sciences humaines et sociales, comme le laboratoire d'urbanisme ACP (analyse comparée des pouvoirs), auprès des porteurs de politique publique », détaille Jean-Bernard Kovarik. L'université a aussi fait la démonstration de sa réactivité, en participant à l'envoi d'experts dans les Alpes-Maritimes, aux côtés du Cerema, après les inondations survenues début octobre. Afin de renforcer aussi les échanges au niveau de la formation, l'Université invite les administrations à venir présenter leurs métiers aux étudiants, et les collectivités territoriales à leur proposer des sujets d'études.

### **Sensibiliser tous les échelons**

L'université constate toutefois que tous les échelons administratifs ne sont pas « ouverts » de la même manière à l'expertise proposée par les acteurs scientifiques. « Les collectivités territoriales n'ont pas toutes le réflexe de s'adresser à nous pour réfléchir sur leurs politiques publiques », déplore Jean-Bernard Kovarik. L'échelon ministériel est ainsi jugé le plus réceptif, à l'image du ministère de la Transition écologique ou du ministère de l'Intérieur, sur les questions de sécurité routière. « Nous travaillons sur une convention-cadre avec la gendarmerie », rappelle d'ailleurs le vice-président. En revanche, les échelons plus locaux sont moins réceptifs. Peut être parce qu'ils sont pour l'instant moins sollicités. « Nous n'avons pas encore le réflexe pratique de venir au-devant des collectivités et de leur faire connaître

l'étendue des ressources qu'il y a chez nous », reconnaît Jean-Bernard Kovarik.